

Pourquoi l'argument démographique avancé par les défenseurs d'une immigration de masse n'est pas pertinent



L'étrange suicide de l'Europe est l'histoire d'un continent et d'une culture pris en flagrant délit de suicide. Baisse des taux de natalité, immigration massive, méfiance et haine de soi se sont conjuguées pour rendre les Européens de l'ouest incapables de résister aux changements globaux qu'ils ont subis, le plus souvent sans avoir été consultés. Extrait de "L'étrange suicide de l'Europe" de Douglas Murray, aux éditions du Toucan (1/2).

Avec Douglas Murray

Si l'argument économique justifiant l'immigration de masse n'est rien d'autre qu'un mirage électoraliste, les autres justifications invoquées prennent plutôt l'allure d'une menace. Ces arguments soulignent le vieillissement des Européens, qualifient l'Europe de société « aux cheveux blancs » et présentent l'immigration comme nécessaire. Sans elle, notre société ne disposerait plus d'un nombre suffisant de jeunes actifs pour permettre aux seniors de conserver leur train de vie.

C'est un des arguments avancés par la commissaire européenne Cecilia Malmström et par le représentant de l'ONU Peter Sutherland, deux éminentes autorités internationales, partisans de l'immigration de masse. En 2012, ils défendirent l'idée que « le vieillissement de la population de l'Europe est sans précédent historique. Le nombre de travailleurs y déclinera d'un seul coup : nous pourrions avoir perdu un tiers de notre population d'ici quarante ans, ce qui aura de sérieuses conséquences sur le modèle social européen, la vitalité de nos villes, nos capacités d'innovation, notre compétitivité et un impact sur les relations intergénérationnelles, au moment où les personnes âgées deviendront extrêmement dépendantes des jeunes. Et alors que l'histoire nous apprend que les pays qui acceptent l'énergie et le dynamisme de nouveaux venus sont capables de tirer leur épingle du jeu dans la compétition internationale, l'Europe prend le chemin inverse en fermant ses frontières ». Pour faire face à ces défis, concluaient-ils tous deux, il faut importer la prochaine génération d'outre-mer. Avant de démontrer que cette argumentation ne tient pas la route, il convient de reconnaître la petite part de vérité qu'elle contient.

Pour qu'une population conserve un effectif stable, une société doit avoir un taux de fécondité de 2,1 enfants par femme. Cela signifie que chaque couple devrait avoir 2,1 enfants, pour maintenir la croissance de la population autochtone. Ces deux dernières années, le taux de fécondité en Europe est tombé bien en deçà de ces seuils. Le taux de fécondité du Portugal, par exemple, n'était que de 1,23. Si ce taux n'est pas redressé, la population sera divisée par deux à la prochaine génération. À l'aube du nouveau millénaire, il n'y avait pas un seul pays européen dont le taux de fécondité eut atteint le palier crucial de 2,1. Certains, et notamment l'Allemagne (à 1,38), étaient même tombés nettement en dessous.

Il est intéressant de rappeler qu'il fut un temps où les partis d'extrême gauche, et notamment les partis écologistes occidentaux, avaient l'habitude de militer pour la limitation démographique. Ils arguaient notamment, malgré l'arrière-goût amer que laissent ces

propositions après la mise en place d'une politique de ce genre par la Chine, qu'afin d'atteindre « l'optimum de population » dans le monde, chaque couple devrait se limiter à n'avoir qu'un enfant. Les pays développés étaient alors invités à montrer l'exemple. Quand l'immigration en provenance du tiers-monde s'est envolée en Europe, on a pu incidemment noter que les écologistes avaient cessé de promouvoir la diminution de la population et de réclamer la restriction de la natalité. S'ils étaient disposés à demander aux Européens « blancs » de cesser de se reproduire, ils avaient une profonde réticence à exiger la même chose des migrants plus colorés. Néanmoins, penser que les Européens n'ont plus suffisamment d'enfants et que la prochaine génération doit en conséquence être composée d'immigrés est une erreur désastreuse, et ce pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, cette idée repose sur un axiome inexact : la population d'un pays devrait toujours rester stable, voire augmenter. Les États-nations d'Europe regroupent certains des pays les plus densément peuplés de la planète. Il n'est pas du tout évident que la qualité de vie dans ces pays augmente si la population continue à croître. En outre, lorsque les migrants arrivent dans ces pays, ils s'installent dans les grandes villes, et non dans les zones rurales faiblement peuplées. Donc, la Grande-Bretagne étant, avec les Pays-Bas et la Belgique, un des pays les plus peuplés d'Europe, elle serait à elle seule le deuxième pays le plus densément peuplé du continent. Les migrants ne se dirigent que rarement vers les Highlands écossais ou les étendues sauvages du Dartmoor. L'augmentation constante de la population crée ainsi des problèmes de surpeuplement dans des zones qui souffrent déjà d'un déficit de logements et où les infrastructures, dont les transports publics, ont du mal à suivre. Si on se souciait de la qualité de vie des Européens, il faudrait se demander comment diminuer leur population, plutôt que de chercher à l'augmenter de manière substantielle.

Extrait de "L'étrange suicide de l'Europe" de Douglas Murray, aux éditions du Toucan